



De vive voix 6.08

Février 2019

La formation continue sera-t-elle une fois de plus sacrifiée?

Par *Denis Paquin*, professeur en économie

« Odieuse » est le terme utilisé par un comité de la FNEEQ afin de caractériser les conditions de travail des enseignantes et enseignants de la formation continue. Cette réalité s'incarne, bien sûr, dans l'iniquité salariale par rapport à l'enseignement régulier. Il faut aussi souligner, comme le met en relief le [Rapport sur la Formation continue](#):

- Les nombreuses tâches souvent effectuées bénévolement: encadrement des étudiants et des étudiantes en dehors des heures de cours, participation à des activités associées à la gestion des programmes (ex. réunions pédagogiques).
- L'absence d'une progression de la rémunération en fonction de l'ancienneté.
- La lourdeur et la complexité de la tâche d'enseignement (nombreuses préparations, étudiants très hétérogènes...).
- L'absence de congé de maladie.
- L'isolement.
- L'absence de bureau.
- L'absence de services en soirée (ex. SAIDE, API...).
- Etc.

À Lionel-Groulx, on observe ces mêmes conditions « odieuses », comme en témoigne le texte [Sortir de l'ombre](#) écrit par Judith Trudeau. Pourtant, la prestation de travail des enseignants et des enseignantes de la formation continue est similaire à celle de l'enseignement régulier.

Il est troublant de constater que l'amélioration des conditions de travail à la formation continue n'ait pas été, malgré certains gains, une priorité au cours des dernières négociations. Cette situation pourrait, espérons-le, changer cette fois-ci.

La FNEEQ estime, à cet égard, que le « coût » de la parité salariale se situerait entre 33 et 37 millions, soit à peu près l'équivalent de la masse salariale du personnel enseignant de notre collège. Aussi, les sommes qui permettent de rectifier cette injustice à l'échelle du réseau collégial sont relativement faibles.

Il apparaît ainsi que le principal obstacle à cette parité s'avère politique. Je pense ici à l'opposition possible du gouvernement du Québec (crainte de l'impact financier), des différents collèges (crainte de perdre la flexibilité de la formation continue), mais aussi à nos propres réticences. Allons-nous, dans ce contexte, sacrifier cette revendication afin d'obtenir des gains pour l'enseignement régulier?

[Tapez ici]

[Tapez ici]

[Tapez ici]

Nous nous battons pour mieux protéger l'environnement, pour réduire les inégalités et la pauvreté, pour le salaire minimum à 15\$ de l'heure et bien d'autres causes sociales. Nous semblons toutefois ne pas reconnaître pleinement les injustices au sein même de notre profession. Nous pouvons espérer que cette fois-ci cet enjeu soit au cœur de la prochaine négociation et que nous n'aurons pas à dire «à la prochaine négo» à nos collègues de la formation continue.